

informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

TOUJOURS EN PLACE... ...JUSQUES A QUAND?



QUELQUES VÉRITÉS...

Une fois n'est pas coutume : interrogés par les chaînes de radio et à la télévision, les leaders des diverses formations politiques, commentant les résultats au soir du deuxième tour, ont lâché quelques vérités que la presse de toute opinion a soigneusement cachées à ses lecteurs.

M. Peyrefitte : « Le peuple a voulu maintenir la majorité et donner la majorité à l'UDR. Le peuple a également voulu donner un avertissement à la majorité mais la minorité ne doit pas être rejetée. Elevons à présent le débat, serrons-nous la main pour réaliser l'union nationale. Il faut la trêve. »

M. Peyrefitte, justifiant par ailleurs l'intervention de M. Pompidou après la clôture de la campagne électorale, a déclaré :

« Le gaullisme, c'est le rejet de la lutte de classes, c'est la concertation, la participation. M. Pompidou a voulu qu'on rejette ceux qui sont pour la lutte des classes. »

Mitterrand avait signalé : « Cette majorité n'a aucune marge de sécurité sur le plan économique, politique et social. »

Le diagnostic du premier secrétaire du Parti socialiste est correct. Le leader de l'UDR y répond en déclarant en substance : il faut la trêve, il faut l'union nationale pour faire retomber sur les masses laborieuses le poids des charges nécessaires pour garantir le profit face aux difficiles problèmes soulevés en particulier par l'offensive américaine sur le plan économique, financier et commercial.

M. Lecanuet : « La France ne veut pas prendre le chemin d'une révolution mais la France veut le changement. »

Du point de vue de la défense des intérêts matériels de la bourgeoisie, la question est bien posée. Le changement, nécessité par la dégradation irrémédiable du système politique de la V^e République, auquel M. Lecanuet aspire avec toutes les forces de la bourgeoisie, doit s'opérer pour faire face à la « révolution ».

Mais le « changement » en haut va, qu'on le veuille ou non, aboutir à déséquilibrer tout le système politique chancelant. Lénine écrivait en substance : « Pour qu'une révolution éclate, il ne suffit pas qu'en bas on ne veuille plus vivre comme aupa-

ravant. Il faut qu'en haut on ne puisse plus vivre comme auparavant. »

Le résultat des élections démontre qu'en bas, parmi les masses, on ne veut plus du capitalisme, et qu'en haut, dans les cercles de la bourgeoisie, il faut le « changement » parce qu'on ne peut plus gouverner comme auparavant. C'est pourquoi M. Lecanuet, dont la conscience de classe (bourgeoise) n'a pas fait défaut durant toute cette période, dit :

« Un gouvernement d'union nationale ne me semble pas impossible avec les socialistes et les radicaux. »

Ce à quoi P. Mauroy répond : « C'est une idée séduisante mais qui ne tient pas compte d'une réalité pressante, celle du PCF. Il n'est pas raisonnable de vouloir l'exclure et de ne pas tenir compte des évolutions du PCF et des problèmes internationaux. »

M. Sudreau (centriste de la majorité) ayant salué le dirigeant du PCF, René Piquet, celui-ci intervient au micro pour dire : « Je me réjouis que vous estimiez que le programme commun soit limité. »

G. Marchais précise : « Le programme commun ce n'est pas le collectivisme ». G. Séguéy ayant au préalable estimé que les résultats électoraux s'expliquaient ainsi : « Le programme commun est sûrement en avance sur la mentalité d'une partie des Français. Sans doute n'ont-ils pas compris le programme commun. »

C'est là véritablement déplacer les responsabilités. Durant des mois, on a expliqué que le programme commun ne visait pas à toucher le système de la propriété privée des moyens de production, que l'Union de la gauche acceptait de garantir la constitution gaulliste, qualifiée naguère d'anti-démocratique.

Et l'on aurait voulu que les masses laborieuses, y compris la classe ouvrière qui a voté PCF et PS, s'enthousiasme pour une gauche qui est transportée de joie lorsqu'on lui dit qu'elle ne veut ni du socialisme ni du communisme, une gauche qui, de ravissement, ne se connaît plus elle-même, qui met au rancart la défense des intérêts des travailleurs pour « ne pas perturber la campagne électorale » (G. Séguéy), qui oublie tout dès qu'elle

entend des formules telles que « respect des institutions » !

M. Lecanuet : « Il nous faut parer aux offensives syndicales menaçantes. »

Les Echos du 12-3-1973 affectent la peur, parce que : « M. Edmond Maire, notamment, lance un appel pour obtenir la transformation socialiste de la société. »

Qu'a déclaré exactement à la radio M. Edmond Maire, dont on sait qu'il se prononce pour des revendications qui ne coûtent rien à la bourgeoisie et pour un socialisme qui a pour contenu le corporatisme (voir I.O. n° 599) ?

« Nous allons exiger la réalisation du programme de Provins (le programme anti-ouvrier présenté par M. Messmer - NDLR). Nous allons appeler à la lutte sur les conditions de travail, engager l'action dans les meilleurs délais. »

A une question posée par le speaker, M. Edmond Maire répond :

« Mais nous n'entendons pas contester le résultat des élections. »

C'est clair, net, précis. M. Edmond Maire va tenter de dévoyer la lutte des travailleurs dans les grèves tournantes car il se prononce pour la réalisation du programme de Provins et le maintien aux rênes du pouvoir de la majorité qu'il n'entend pas contester.

La presse, et particulièrement Le Monde, a cherché à ridiculiser le véhément dialogue Defferre-Edgar Faure, tout en omettant de signaler que Gaston Defferre a déclaré : « Cette Assemblée ne durera pas cinq ans. »

On ne sait pas quelle conclusion tirera Defferre de sa propre déclaration. On peut certainement douter qu'il en déduise la nécessité d'utiliser les résultats des élections (qui montrent qu'en dépit de tout les travailleurs ont voté PCF et PS) pour engager l'action unie dans les entreprises et le pays contre Pompidou et son gouvernement.

Il reste que Gaston Defferre n'a pas tenté d'ouvrir une des perspectives que la situation actuelle d'imposer : les travailleurs n'attendent pas cinq ans, ni même trois ans (les élections présidentielles de 1975).

Pour les états généraux de la jeunesse

L'A.J.S. ENTRE EN CAMPAGNE

Le résultat des élections a cette particularité qu'il aboutit à rendre majoritaire en sièges une minorité en voix (URP). Mais les commentateurs politiques ont dans leurs articles publié de rappeler que si la loi électorale issue de la V^e République est réactionnaire et anti-démocratique, elle l'est d'autant plus que cinq millions de jeunes en ont, cette fois encore, été exclus.

« Les revoilà. » C'est sous ce titre qu'un quotidien parisien présentait le résultat du second tour des élections.

Revoilà l'UDR, revoilà les Républicains indépendants, revoilà les CDP « élargis » ou non aux Réformateurs, revoilà la bourgeoisie !

Déclarer comme certains imbéciles que le résultat des élections est indifférent à la jeunesse est évidemment faux.

La bourgeoisie, majoritaire au Parlement, va poursuivre, après avoir expulsé la jeunesse des élections, une politique réactionnaire dans tous les domaines. Majoritaire au Parlement, la bourgeoisie va, à l'école, au CET, à la faculté, au

lycée, à l'usine, poursuivre contre la jeunesse son entreprise de destruction.

A la veille du premier tour, à Paris, à Dijon, à Clermont, à Grenoble, à Saint-Etienne, etc., se tenaient des rassemblements convoqués par l'AJS pour engager la bataille pour les Etats Généraux. Des milliers de jeunes déclaraient en substance : la bourgeoisie française décide de notre avenir contre nos intérêts, dirige une société contre les nouvelles générations, la jeunesse doit, à tous les niveaux, s'unifier, établir sa coordination et sa représentation permanente, se réunir nationalement, en désignant à tous les niveaux ses représentants révocables à chaque instant : voilà le sens de notre combat.

Ce combat va maintenant entrer dans une nouvelle phase. Dès la semaine prochaine, vont se tenir à Paris et en province des journées d'études pour les Etats Généraux. A l'initiative des cercles de l'AJS, vont se rassembler dans les localités, facultés, lycées, CET, tous les jeunes qui ont souscrit au contrat d'agir

pour réaliser les Etats Généraux de la Jeunesse.

Durant ces journées d'études sera abordée localement et nationalement la nécessité de dresser des millions de jeunes contre le capital et sa politique. Durant ces journées d'études, à l'initiative de l'AJS, seront mises sur pied les formes d'organisation rassemblant tous ceux qui entendent militer pour le Front unique dans la jeunesse, c'est-à-dire agir pour les Etats Généraux.

La bataille qui va s'engager le sera dans un cadre politique. Rien, sinon des problèmes politiques, ne s'oppose à l'unification, donc à la mobilisation de la jeunesse dans le cadre de l'unification des forces ouvrières contre le gouvernement du capital.

Rien, sinon des problèmes politiques, ne s'oppose à ce que, dans chaque localité, soient convoquées à l'appel de toutes les organisations de la classe ouvrière des assemblées de jeunes qui débattent de la situation démocratiquement, désignent leurs représentants sur un mandat

de mobilisation, et qui prennent ainsi concrètement en charge la Jeunesse.

Nous reviendrons la semaine prochaine plus longuement sur cette question par une interview de C. Berg à la veille du III^e Congrès de l'AJS. Mais d'ores et déjà, comme moment de la préparation des Assises Nationales de l'organisation, les cercles de l'AJS, de l'UCL et de l'AER commencent le travail pour poser en termes saisissables et concrets le problème de la convocation des Etats Généraux de la Jeunesse, par l'action politique des cercles de l'AJS luttant pour que les organisations en prennent l'initiative.

Hier, les dirigeants du PCF et du PS disaient à la jeunesse : attendez le 11 mars, la victoire du Programme commun et toutes vos revendications, toutes vos aspirations seront alors réalisées.

Nous sommes aujourd'hui le 12 mars, la bourgeoisie a maintenu une majorité à l'Assemblée Nationale. La jeunesse n'attendra pas 1976.

Contre la loi Debré

Comment lutter ? Comment agir ? Comment s'unir ?

Informations Ouvrières a expliqué la semaine dernière la signification de la loi Debré : renforcement de la sélection, solution « bourgeoise » au chômage, embrigadement de la jeunesse.

Contre Debré et sa loi, les lycéens conscients de l'enjeu développent leur combat, le structurent dans les Comités contre la loi Debré. Les militants de l'UCL sont aux avant-postes de ce combat.

Ce collectif, réuni le 8 mars, adopte un tract adressé aux lycéens parisiens et largement diffusé à la population.

Le tract du 8 mars

A ce jour, près de 10 000 lycéens sont descendus dans la rue.



L'éducation selon Debré.

A Paris s'est tenu le premier meeting des Comités contre la loi Debré. 56 lycéens étaient représentés, 300 lycéens présents dans la salle. Une coordination nationale des comités est décidée pour le mercredi 14 mars, à Paris, à la Faculté de Jussieu. Un collectif de 14 membres est élu.

A ce jour, dans près de 15 villes de province, dont Marseille, Aix, Lille, Clermont, grèves, manifestations, assemblées générales se sont déroulées.

A ce jour, dans plusieurs lycées de Paris et de la banlieue (Cachan, Massy, Condorcet, Diderot), la mobilisation se développe, la protestation s'amplifie.

Partout un seul mot d'ordre : à bas la loi Debré !

Les lycéens n'acceptent pas, les lycéens refusent une loi qui fait disparaître les sursis, casse les études, envoie à l'armée, embrigade la jeunesse (...).

Contre cette loi, préparons les conditions de l'affrontement victorieux : bûches, renforçons les Comités contre la loi Debré !

Comités chargés d'impulser la bataille, de préparer les assemblées générales, les manifestations, de contacter les autres lycéens, les IUT, les facultés, les organisations de parents d'élèves, d'enseignants, d'organiser le combat. C'est en ce sens que nous nous adressons à la population, pour que l'unité la plus large se réalise contre la loi Debré (...).

Au lycée du Raincy, dans la banlieue parisienne, jeudi 1^{er} mars, le comité convoque une AG. 300 lycéens y participent. La grève est décidée pour le mardi 6 mars. Ce jour-là, à 8 h 30, 300 lycéens se retrouvent en Assemblée générale. A 11 h 30, 500 lycéens se mettent en grève.

A Paris comme en banlieue, les militants de l'UCL organisent les brigades de diffusion qui sortent des lycées, vont au CET, au FJT, s'adressent à la population, aux organisations syndicales de parents et d'enseignants. Plusieurs dizaines de brochures de l'UCL sont vendues, des adhésions sont faites (Michelet, Le Courbe, Bergson, Le Raincy...).

En province, les lycées de Tarbes sont en grève le mardi 6 mars : à Dunkerque, le lycée J. Bart est en grève. A Dijon, grève et AG à Carnot et Castel à l'initiative des Comités contre la loi Debré. A Saint-Quentin, le 9 mars, les lycéens accueillent Messmer, venu apporter son soutien au candidat local URP. « Dehors Messmer, nous voulons nos sursis ! » scandent les lycéens. Un Comité contre la loi Debré se constitue.

A Lille, après la manifestation du mardi 6 de 2 500 lycéens où la police a sauva-

gement matraqué, à l'initiative des militants de l'UCL, une résolution de 33 délégués de classe du lycée Fénélon est adoptée :

« Nous sommes 33 délégués de classe du deuxième cycle. Il existe actuellement un mouvement contre la loi Debré dans tous les lycées. Nous constatons que les modalités d'action varient d'un lycée à l'autre. Il faut unifier le mouvement. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de faire élire dans les classes les représentants des élèves. Nous voulons décider nous-mêmes. Nous ne voulons plus de comités auto-proclamés qui décident à notre place s'il faut manifester, faire la grève (comme ce fut le cas mardi). Nous ne voulons plus de manifestations préparées dans des conditions désastreuses. Nous avons décidé de prendre contact avec les associations de parents d'élèves et les syndicats enseignants.

« Les lycéens ne doivent pas être isolés. Nous appelons les lycéens de tous les lycées à élire dans toutes les classes leurs délégués qu'ils pourront révoquer s'ils ne respectent pas les décisions des lycéens. »

A Auxerre : un appel du Comité de liaison lycéens-étudiants, signé par 150 lycéens-normaux d'Auxerre, 175 de Sens, 30 de Joigny, permet de rassembler 43 lycéens d'Auxerre, d'Avallon, de Joigny et de Sens le 7 mars à Auxerre : « Nous sommes tous d'accord, il faut l'abrogation de cette loi infâme... A Sens, 11 de nos camarades, élèves de CET, ne pourront pas commencer d'études pour préparer le bac. Nous nous adressons à l'ensemble des organisations de parents d'élèves et d'enseignants pour qu'elles soutiennent notre action. »

Des comités se sont créés dans plusieurs autres villes : Creil, Lyon, Limoges, Le Mans...

Par l'unité dans le combat, il est possible de faire reculer le gouvernement, de faire abroger la loi Debré.

« Jeune Révolutionnaire » condamné SOLIDARITÉ

On a pu lire dans Le Monde du 9 mars 1973 le communiqué suivant : « M. Charles Berg est condamné — pour avoir utilisé les photographies de deux gardiens de la paix sans leur autorisation. M. Charles Berg, secrétaire national de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS), directeur de la publication « Jeune Révolutionnaire » et M. Pierre Baptiste, son rédacteur en chef, ont été tous deux condamnés dernièrement à verser 1 000 F de dommages et intérêts aux deux plaignants par la troisième Chambre civile du tribunal de Paris (...). »

Les travailleurs, les jeunes, se souviennent : en mars 1972, Raymond Marcellin intente un procès pour diffamation à Charles Berg, pour avoir dénoncé les responsables des agressions commises contre les militants ouvriers. Charles Berg est alors condamné à 2 000 F d'amende.

Le 10 février 1973, Gabriel Kaspercic, responsable de l'agression dont fut victime Jean-Pierre Speller, intente un procès pour diffamation à Charles Berg et « Jeune Révolutionnaire ». Le procès est reporté au 5 mai.

En prenant position, en versant de l'argent, des milliers de jeunes ont affirmé : « Kaspercic ne fera pas taire l'AJS. »

Pour qu'on ne fasse pas taire « Jeune Révolutionnaire », nous disposons d'une arme : l'abonnement. D'ici le 5 mai, contre Kaspercic, il faut des milliers de jeunes et de travailleurs abonnés à « Jeune Révolutionnaire ».

Nous reviendrons la semaine prochaine sur cette campagne.

abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS-11^e
C.C.P. 21.831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n^{os}) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n^{os}) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

ATTENTION : camarades qui vous abonnez, indiquez avec précision votre numéro de code postal.

Photos : pp. 3 et 7 (Gamma) ; p. 4 (Roger Violette).

Pompidou reste en place... jusques à quand ?

Ainsi Pompidou conserve une majorité dans l'Assemblée Nationale issue du second tour des élections législatives. Majorité amputée de près de 100 députés, mais majorité absolue quand même.

L'accord national passé entre les deux tours entre Lecanuet d'une part, Guichard-Messmer d'autre part a permis que, dans la plupart des circonscriptions, un seul candidat bourgeois reste en lice face au candidat de l'Union de la gauche. En échange du retrait presque général de leurs candidats, les réformateurs ont obtenu de la majorité qu'une trentaine des leurs demeurent en position d'être élus au second tour dans l'espoir de pouvoir former un groupe parlementaire indépendant.

Le retrait des réformateurs libérait ainsi une large fraction de l'électorat petit-bourgeois qui s'est, en règle générale, reportée sur les candidats de la majorité assurant de la sorte leur élection. Nous analysons ci-dessous plus en détail le comportement électoral de la petite-bourgeoisie, et les raisons pour lesquelles elle n'a pas rallié l'Union de la gauche dans une proportion plus importante.

Face au candidat majoritaire ou réformateur, la discipline de l'Union de la gauche a été respectée, encore que les chiffres permettent de déceler que ce n'est pas sans de sérieuses réticences que les électeurs du PS et PCF ont apporté leurs voix aux candidats bourgeois ou radicaux de gauche présentés comme « candidats uniques de la gauche » par Marchais et par Mitterrand : ainsi, dans la 8^e circonscription des Yvelines, il manque près de 9 000 voix à

la radicale Thome-Patenôtre pour retrouver le total des voix de « gauche » du premier tour ; de même, dans la 8^e circonscription de la Seine-Maritime (Yvetot), Bobée, radical de gauche, s'il prend environ 3 000 voix au réformateur qui s'était retiré entre les deux tours, en perd 2 000 sur l'électorat du PCF et du PS, que l'on retrouve en abstentions au second tour.

Pompidou conserve donc une majorité absolue au Parlement sans même avoir besoin de recourir à l'appoint réformateur. Et pourtant les commentaires des chefs du régime n'étaient nullement triomphants dimanche soir.

C'est que, si Pompidou a les mains libres en apparence, il ne peut cependant différer davantage l'opération d'élargissement des bases politiques du régime, opération avortée il y a un an lors du référendum sur l'Europe. Il va lui falloir entreprendre lui-même de faire éclater l'UDR, déjà disloquée par son échec électoral. Il va lui falloir former un gouvernement à l'image de la « majorité législative » issue du scrutin de dimanche. Il va lui falloir tenter de rééquilibrer le régime d'une manière ou d'une autre autour d'hommes comme Giscard d'Estaing et Lecanuet.

Entreprise hasardeuse qui implique, comme Pompidou l'a lui-même esquissé dans son discours de samedi dernier, la recherche d'un accord avec le parti socialiste pour tenter de différer ou d'amortir les conséquences des prochains heurts entre la classe ouvrière et l'édifice branlant du régime.

Pour Pompidou, le chemin qui s'ouvre est semé d'embûches...

Pourquoi l'Union de la gauche n'a-t-elle pas eu la majorité ?

Dans l'Assemblée issue du scrutin du 11 mars, l'Union de la gauche disposera de 176 sièges, dont 73 pour le PCF, 89 pour le PS et 14 pour les radicaux, dont il est permis de se demander combien de temps ils vont rester au sein de l'Union de la gauche avant de regagner le giron réformateur. Le PCF retrouve ainsi très exactement son effectif parlementaire de 1967, mais l'UGSD (PS et radicaux de gauche) reste sensiblement en deçà du nombre de sièges détenus par la FGDS à cette époque.

Pendant des semaines et pendant des mois, les dirigeants ont dit aux travailleurs : tout doit être subordonné au succès possible lors des élections législatives, rien ne doit être fait qui puisse gêner si peu que ce soit les candidats de l'Union de la gauche, l'action de classe doit être mise en sourdine pour ne pas effrayer l'électorat des classes moyennes susceptible de nous rejoindre, etc.

Même si l'opinion ouvrière était instinctivement sceptique à l'égard des résultats éventuels des élections, des millions de travailleurs sont néanmoins allés voter pour battre les candidats du régime, les candidats du Capital. Ils attendaient un autre résultat.

Il faut donc poser la question : pourquoi l'Union de la gauche n'a-t-elle pas eu la majorité ? Pourquoi Pompidou conserve-t-il une majorité absolue dans le nouveau Parlement ?

Nous n'avons jamais pensé, quant à nous, qu'il soit possible d'en finir avec le Capital par les voies parlementaires. Le Parlement est un organe de l'Etat bourgeois. Les élections comptabilisent l'addition de suffrages individuels ; elles ne rendent compte que d'une manière déformée du mouvement des classes en présence. De plus, même avec 46 % des voix au premier tour, l'Union de la gauche se retrouve, par le jeu d'un mode de scrutin parfaitement anti-démocratique, très minoritaire dans la nouvelle Assemblée. Mais toutes ces données, qui rendent certes difficile d'arracher une victoire ouvrière dans des élections de ce type, étaient connues dès le départ. D'autres facteurs ont donc joué. Lesquels ?

Lorsque Lecanuet a décidé de retirer les candidats réformateurs au second tour dans le but de renvoyer leurs électeurs vers la majorité, Mitterrand a poussé de hauts cris d'indignation : « Lecanuet trahit son idéal ! » Qui pourrait s'en étonner ?

Qu'attendait d'autre Mitterrand, devenu premier secrétaire du PS, d'un homme d'Etat bourgeois qui défend sa classe et dont « l'idéal » consiste à assurer par tous les moyens la survie du régime du profit ? Le comportement de Lecanuet était parfaitement logique et prévisible. Lui demander d'agir autrement, c'était rêver tout debout ou tromper consciemment les travailleurs.

Le problème n'est donc pas de savoir si Lecanuet s'est conduit ou non en bon démocrate. Lecanuet est une chose. L'électorat petit bourgeois, ingénieurs et cadres, artisans, commerçants, petits patrons, agriculteurs, etc. est tout autre chose. Lecanuet, politicien au service du grand capital, a agi pour sa classe. Le problème est ailleurs. Il est de savoir pourquoi cet électorat petit bourgeois ne s'est pas, au premier tour, orienté dans une proportion plus importante vers les partis ouvriers.

Régions d'abord une première question : le Parti radical sort laminé de ces élections législatives. La fraction Servan-Schreiber n'a rien apporté ou presque au mouvement

Victime du devoir

C'est Rocard qui avait, comme on sait, pris subitement conscience entre les deux tours de ses devoirs « d'homme de gauche » et rallié en catastrophe les rangs de l'union populaire...

Le voilà aujourd'hui qui pleure son siège perdu et attribue son échec aux « faiblesses du programme commun » : « La gauche aurait cependant fait mieux avec un programme correspondant mieux aux aspirations des Français... », a déclaré Rocard.

Victime du devoir...

réformateur. Quant aux radicaux de gauche, si l'apport des voix ouvrières leur a permis de sauver quelques sièges de notabilités locales, ils n'ont en revanche contribué en rien aux résultats électoraux de l'Union de la gauche. Selon le Ministère de l'Intérieur, ils représenteraient 1,48 % des suffrages au premier tour. Mais, si l'on élimine les voix socialistes confondues sur leurs noms, on aboutit à un chiffre, dérisoire pour un parti parlementaire, de moins de 1 %. L'alliance avec les radicaux de gauche, dont Marchais et Mitterrand avaient expliqué qu'elle était destinée à entraîner les « classes moyennes »

dans le sillage de l'Union de la gauche, se révèle ainsi comme un marché de dupes, en simples termes d'arithmétique électorale.

Mais c'est en termes politiques que doivent être complètement appréciées les conséquences de la politique qui a conduit les partis ouvriers à rechercher l'alliance avec le Parti radical. Nous l'avons dit et répété dans les colonnes de *Informations Ouvrières* : l'accord avec les Maurice Faure, Filippi, Caillavet, Robert Fabre et Cie était dans le prolongement logique de la politique des dirigeants du PCF et du PS, fondée sur le respect de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. La signature de Fabre apposée au bas du Programme commun était destinée à accréditer aux yeux de la bourgeoisie la volonté des dirigeants ouvriers de ne pas leur opposer le front unique de classe.

C'est là, et nulle part ailleurs, qu'il faut chercher les causes du fait que la petite bourgeoisie, pourtant très largement dressée contre le régime, comme en ont témoigné les résultats du référendum sur l'Europe d'avril dernier, n'a pas poursuivi son mouvement jusqu'à voter pour les partis ouvriers, comme nous l'avons expliqué en détail au lendemain du premier tour. En refusant d'ouvrir la perspective d'un gouvernement PCF-PS sans ministre représentant les partis du capital, en se déclarant prêts à gouverner avec Pompidou, en proclamant leur volonté de respecter la Constitution gaulliste de 1958-1962, les dirigeants ouvriers affirmaient leur volonté d'éviter à tout prix d'affronter le grand capital. Dès lors, l'Union de la gauche ne pouvait plus apparaître comme une issue possible pour la petite bourgeoisie.

Pour emporter l'adhésion et la conviction du paysan, de l'artisan, du commerçant, du petit épargnant, tous opprimés et écrasés à des titres divers par les trusts et les grandes banques, il aurait fallu que le bloc ouvrier se dresse et s'affirme résolu à en finir avec la dictature du grand capital. Il aurait fallu que les partis ouvriers puissent garantir au commerçant et à l'artisan le crédit bon marché ; au petit exploitant agricole l'allégement des fermages et des charges foncières ; au petit épargnant une échelle mobile le protégeant contre l'inflation ; aux uns et aux autres l'allégement de la fiscalité, etc.

Mais, pour donner ces garanties, il fallait s'engager à créer une banque

nationale unique : il fallait s'engager à nationaliser la grande propriété foncière ; il fallait proclamer que les capitalistes expropriés ne seraient pas indemnisés ; il fallait entreprendre de substituer un appareil d'Etat peu coûteux à l'énorme bureaucratie capitaliste qui représente une charge écrasante pour le pays ; et surtout, il fallait dresser les masses, les appe-



ler à s'organiser et à prendre leurs affaires en main. Un tel programme aurait sans doute « effrayé » la bourgeoisie et ses diverses clientèles. Mais il aurait rallié de larges masses petites bourgeoisies écrasées, opprimées, déshéritées et désespérées, celles-là même qui n'ont rien à attendre de la dictature du grand capital, sinon leur propre liquidation. Il leur aurait donné des raisons de combattre. Il aurait permis de fusionner sur la base de l'intérêt commun toutes les couches de la population laborieuse dans la volonté d'en finir avec les exploitateurs et les oppresseurs.

C'est pour ne pas s'être engagés dans cette voie que les dirigeants ouvriers n'ont pas su entraîner aux côtés du prolétariat les centaines de milliers de travailleurs indépendants dont l'adhésion aurait pu modifier du tout au tout la physionomie des élections législatives. C'est pour cette raison que l'Union de la gauche n'a pas et ne pouvait pas emporter la majorité. L'avant-garde ouvrière doit en tirer la leçon.

JEAN BOIREAU

Un vieux militant disparaît. Jean Boireau, militant syndical, est mort le 1^{er} mars à l'âge de 71 ans. Jean Boireau n'était pas trotskyste. C'est un militant ouvrier qui, toute sa vie, est resté fidèle à la lutte de classe. Rejeté du PCF auquel il avait adhéré en 1925, par la bureaucratisation, Jean Boireau se tourne vers le mouvement syndical et jette, avec des militants de toutes tendances, dont les trotskystes, les bases des premières organisations de techniciens. Partisan de la « démocratie ouvrière », il reconnaît le droit de tendance et de fraction comme condition de l'exercice de la démocratie syndicale.

En 1936, après la réunification, il est l'un des dirigeants de la Fédération des Techniciens CGT dont l'orientation se situe résolument sur le terrain de la lutte des classes. Au début 1936 et avant même la généralisation du mouvement qui devait, en gagnant toutes les entreprises, devenir le juin 1936 de la classe ouvrière, il est engagé dans les grèves déclenchées par les ouvriers de Latécoère et ailleurs.

Jean Boireau n'a jamais été de ceux pour qui le temps ne vient jamais d'agir contre le patronat et l'Etat. C'est pourquoi, fidèle à sa position de principe, il combattra l'orientation que le secrétaire général du Parti Communiste, Thorez, a imposée à la grève générale en déclarant le 7 juillet 1936 : « Il faut savoir terminer une grève et mettre fin aux occupations d'usines ».

Le patronat relevait la tête, la Fédération des Techniciens CGT déclenche à nouveau en 1937 la grande grève des techniciens. Mais le Front Populaire de collaboration de classes a donné ses résultats : c'est la défaite de la grève générale du 30 novembre 1938. La Fédération des Techniciens CGT avait lancé en septembre 38 un suprême avertissement. Nous en publions des extraits dans un de nos prochains numéros.

Mobilisé en 1939, Jean Boireau, après sa démobilisation, se lance dans la résistance. Il sera désigné comme maire adjoint du 6^e arrondissement de Paris dès 1944, au titre de résistant.

Après la scission syndicale de 1947, il adhère à Force Ouvrière et devient un des dirigeants de la Chambre Syndicale des Employés et Cadres FO de la région parisienne. Jean Boireau, en dépit de la maladie qui commence ses ravages, aura pu participer à la grève générale de mai-juin 1968. Il condamnera les accords de Grenelle du 27 mai 1968 avec lesquels la grève générale fut liquidée.

Jean Boireau, répétons-le, n'était pas trotskyste. Les divergences qui l'opposaient au marxisme portaient essentiellement sur la nature de l'URSS et plus généralement sur la question de l'Etat et du Parti. Jean Boireau a été un militant ouvrier, fidèle à sa classe, qui, qualité combien rare, a conduit toute sa vie « en refusant de parvenir ».

L'OCI, les militants trotskystes pour la reconstruction de la IV^e Internationale, saluent la mémoire de Jean Boireau.

Abonnez-vous, diffusez

LA VÉRITÉ

- Pour cinq numéros : 25 F
 - Pour dix numéros : 45 F
 - Pour deux ans (dix numéros), abonnement de soutien : 100 F
 - Abonnement de confort : 250 F
- à verser au CCEBUC
1 Hemeroteca General
A verser au CCEBUC n° 606-23 Paris

« Mass-media » et lutte des classes

M. Peyrefitte, justifiant l'intervention de M. Pompidou à l'ORTF, après la clôture de la campagne électorale, a dit le 11 mars au soir, commentant les élections : « Le gaullisme, c'est le rejet de la lutte de classes, c'est la concertation et la participation. M. le Président de la République a pesé pour que le scrutin rejette ceux qui sont pour la lutte de classes ».

Il faut le reconnaître : M. Peyrefitte a parfaitement posé l'enjeu des problèmes soulevés par les élections que les dirigeants du PS et du PCF ont tout fait pour obscurcir en réalisant l'alliance de collaboration de classes avec les radicaux de gauche.

Aussi, en protestant contre l'intervention de M. Pompidou, Mitterrand, Marchais, Rocard et, avec eux, Krivine, lui reprochent en fait de ne pas avoir respecté sa place de « Président de tous les Français ». Comme si la présidence de la République pouvait être une institution en dehors de la lutte de classes.

Ainsi il est établi que pour Mitterrand, Marchais, Rocard et Krivine l'intervention de Pompidou a été déterminante dans ces élections. Nous ne nierons pas son importance. Il est vrai que la classe dominante a entre ses mains, avec la presse, la radio et la télévision, de puissants instruments d'abrutissement des masses qu'elle utilise comme bon lui semble pour les besoins de la défense de son pouvoir, de la propriété privée.

Néanmoins, rappelons quelques faits qui permettront de mesurer l'importance exacte de la télévision, de la radio et de la presse capitaliste dans la lutte de classes.

Donc M. Pompidou, Président de la République, est intervenu à la télévision le 10 mars 1973. Il y a très exactement dix ans, le 9 mars 1963, M. Pompidou, comme Premier ministre, a prié également la parole à la télévision pour exhorter les mineurs en grève à reprendre le travail avant toute négociation. Dans les corons et les puits, c'est par des cris de rage que l'intervention de Pompidou avait été accueillie. La grève générale des mineurs a continué. Pompidou de Gaulle ont dû négocier et si la grève des mineurs n'a pas atteint ses objectifs, c'est pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'influence des mass-media (lire L.O. n° 601).

Les élections représentent un miroir déformant de la lutte de classes, sous

cet angle que les masses ne participent pas comme classe organisée, mais comme travailleurs qui, en tant qu'individus sont appelés à voter périodiquement pour envoyer siéger à l'Assemblée Nationale des députés qui, dès le scrutin clos, ne sont plus responsables devant personne, certainement pas responsables devant leurs mandants qui les ont élus.

Telle est l'essence du parlementarisme bourgeois qui, limitant considérablement le terrain des élections comme terrain de la lutte de classes, donne toujours un avantage à la bourgeoisie régnante.

Allons plus loin. C'est donc un fait : dans la campagne électorale, les partis ouvriers ont eu accès avec grande parcimonie aux mass-media qui touchent des millions de travailleurs et de petites gens des villes et des campagnes.

On peut le constater en comparant les résultats obtenus au premier tour par les candidats de Lutte Ouvrière et ceux de la Ligue Communiste. Comme on le sait, « L.O. » a pu parler à la télévision, mais pas la Ligue Communiste. On constate qu'en règle générale les candidats de « L.O. » remportent deux à trois fois plus de voix que ceux de la Ligue Communiste.

Mais allons encore plus loin. La Ligue Communiste est assez bien implantée dans la région de Rouen, en Seine-Maritime. De son propre aveu, elle ne l'est pratiquement pas dans l'Essonne. Or à Rouen, un dirigeant de la Ligue, G. Filoche, obtient 683 voix. Krivine, à Longjumeau, atteint 2 258 voix.

Que conclure ? Que Krivine, ex-candidat à la présidence de la République, est bien introduit par les mass-media. Pas Filoche.

Les candidats de l'OCI n'ont pas eu accès, dans ces élections, aux mass-media. Ils n'ont obtenu que quelques centaines de voix sur chacun de leurs vingt candidats. L'OCI qui, seule comme organisation, a mené le combat de classe contre le Front populaire-Union de la gauche, ne pouvait avoir accès à la radio et à la télévision manipulées par la bourgeoisie. Il est évident que la bourgeoisie n'a aucun intérêt à donner aux révolutionnaires la possibilité d'exprimer sur une large échelle la volonté des masses. Cela est bien naturel, comme il est naturel qu'à chaque fois qu'elle le peut elle déforme plus ou moins consciemment les mots d'ordre et le combat

des militants lutte de classe du prolétariat.

Ainsi l'Association des journalistes universitaires, dans une publication intitulée « Les partis devant l'école » (sur laquelle nous reviendrons), présente la position de l'OCI. Nous laissons aux journalistes la responsabilité d'interpréter nos positions. Pour cette publication, la position de l'OCI découle de :

« La logique d'un système de pensée entièrement clos sur lui-même et qui se caractérise par un rigorisme absolu et un mépris suprême de la réalité. "Pour changer l'école, il faut changer la vie et pour changer la vie il faut changer le monde, c'est-à-dire renverser l'ordre bourgeois." COFD. Tout ce qui n'entre pas dans le cadre de ce processus logique est considéré comme une illusion et à ce titre doit être combattu sans défaillance ».

Le problème est assez bien posé, dans les mêmes termes que ceux utilisés par M. Peyrefitte commentant l'intervention du Président de la République à la veille du deuxième tour. Il est parfaitement exact que l'OCI ne pense pas qu'on puisse véritablement « changer l'école » sans « renverser l'ordre bourgeois ». Ce qui ne signifie nullement d'ailleurs qu'il soit impossible d'imposer des revendications « améliorantes » les conditions d'exercice de l'enseignement. Mais cela ne se peut que par la lutte de classes, celle-là même que condamne M. Peyrefitte et les journalistes universitaires précités.

Où, l'Union de la gauche-Front populaire de collaboration de classes et tout ce qui se situe en dehors de la lutte de classes ne sont qu'illusions abrutissantes et doivent être combattues comme telles.

L'OCI fait toujours siennes les paroles de Lénine qui, dans un rapport sur les tâches de la III^e Internationale, disait : « Voilà comment l'homme de la rue, parmi le masse, complètement ignorant, totalement égaré par les idées et les préjugés, se transforme en révolutionnaire sous l'influence de... la lutte de classes ».

Les rapports et les relations entre la lutte de classes, l'intervention des révolutionnaires dans les élections, la construction du parti révolutionnaire et les mass-media sont ici parfaitement bien posés.

30 millions - bilan

Chaque semaine, depuis le début de l'intervention politique de l'OCI dans les élections législatives, nous avons ouvert nos livres de comptes. Le bilan arrêté au 10 mars 1973 s'établit ainsi.

SORTIES		F
Matériel central : tracts, affiches, brochures (plus expéditions)		65.071,00
Frais du meeting du 19 janvier		9.361,00
Campagne A.J.S.		27.550,00
Fonctionnement central et divers		14.484,00
Voyages province		11.481,00
Permanents centraux		18.420,00
Total frais centraux		146.367,00
Frais des douze candidats de province		183.480,00
Frais des huit candidats de la région parisienne		99.358,00
Total frais campagne		429.185,00

ENTREES		F
Région parisienne		216.385,00
A.J.S.		71.997,00
Province		154.412,00
Total entrées campagne		442.794,00
Entrées vente des brochures		16.540,00
Total entrées		459.334,00

En caisse au compte Itlis : 459.334,00 F moins 429.185,00 F, soit 30.149,00 F.

Plus de 45 millions collectés auprès de plusieurs milliers de travailleurs et jeunes. Sans être encore à même de pouvoir chiffrer exactement, nous pouvons évaluer que près d'une dizaine de milliers de travailleurs et de jeunes ont noué ces liens solides que représente le soutien à la politique de l'OCI.

Un mot encore. L'OCI, on le sait, a mené une campagne à dimensions modestes. L'OCI a présenté vingt candidats et ne pouvait assurer financièrement qu'une propagande (imprimée en particulier) limitée.

Le coût de la campagne, pour vingt candidats, s'est élevé à 429 185,00 F (près de 43 millions). Pour bénéficier des sept minutes de télévision, il fallait présenter un minimum de 75 candidats. Le coût se serait établi à 1 609 477,50 F, plus de 160 millions d'anciens francs, soit près de 21 millions d'AF la minute de télévision. Cela fait cher la minute, 160 millions pour 75 candidats, calculez pour 100 et 200 candidats !

L'OCI n'a pas estimé devoir se lancer dans une telle aventure financière pour deux raisons principales. La première, c'est que nous savions ne pas pouvoir recueillir par des collectes auprès des travailleurs et des jeunes qui soutiennent l'action de l'OCI et de l'AJS de telles sommes. La seconde en est que nous sommes suffisamment immunisés quant aux illusions électoralistes et aux illusions sur la portée des « mass-media » concernant la construction du parti révolutionnaire pour payer 21 millions d'AF la minute de passage à la télévision !

Quoi qu'il en soit, nous nous sommes engagés à publier nos « dépenses et recettes ». Nous allons, en conséquence, éditer une petite brochure où l'OCI ouvrira le livre de comptes de son intervention politique dans la campagne électorale.

Vers la réunion nationale des groupes politiques

213 militants réunis au cours des Assises Nationales pour le Front unique ouvrier à l'initiative de l'OCI, le 9 décembre 1972, avaient décidé, d'une part, d'élargir le combat pour constituer des groupes politiques d'entreprises, et, d'autre part, de convoquer après les élections une réunion nationale des groupes politiques.

Vendredi 16 mars, dans la grande salle de la Mutualité, une Assemblée générale des militants établira le bilan de l'activité des groupes politiques d'entreprises constitués dans le but d'élargir le travail dans les entreprises et les quartiers.

Un de nos camarades, militant d'un groupe politique d'entreprise, a rédigé une note sur son activité que nous publions, ainsi que le compte rendu d'une de ses dernières réunions.

Dans une entreprise de la région parisienne

activité d'un groupe politique

Le groupe politique, existant déjà depuis quelques mois, s'est constitué à partir de la lutte politique d'un militant de l'OCI dans l'entreprise, lutte politique qui a eu, bien sûr, ses répercussions et ses aspects syndicaux.

Intervention régulière, pour la défense des travailleurs, pour que les organisations politiques et syndicales organisent le combat des travailleurs contre le patronat, pour la garantie de l'emploi, contre les mutations prévues par la direction.

Intervention régulière pour le respect de la démocratie ouvrière, protestation contre les emprisonnements des militants communistes dans les pays de l'Est. Les travailleurs n'ont pas accepté l'exclusion de notre camarade de la CGT, pour divergence politique par rapport à la direction (stalinienne) de la section et ont exigé en masse la réintégration de celui-ci; ils ont combattu pour qu'il figure sur les listes de délégués du personnel, étant reconnu par ses camarades d'atelier en particulier comme un véritable défenseur des travailleurs.

A partir de ce combat, tous les problèmes politiques ont été posés à toute une série de militants voulant combattre mais aussi comprendre! Comprendre la politique de la direction du PCF, son refus du Front unique ouvrier, ses méthodes stalinienne faussant la démocratie ouvrière. Rapidement, les discussions se sont organisées autour du journal I.O. avec notre camarade.

Mais cela ne suffisait pas! Comprendre pour agir: une nouvelle étape était nécessaire et c'est pourquoi quelques militants ont décidé la constitution d'un groupe politique, sortant régulièrement un supplément à I.O. Dans la dernière période, les discussions et le travail ont été axés essentiellement sur la campagne de l'OCI dans les élections législatives.

Premier bilan

Onze signatures sur un appel en direction du PCF et du PS pour qu'ils optent pour une politique classe contre classe, rompent avec la collaboration de classe, représentée par la présence des radicaux de gauche et la signature du Programme commun.

Plus de 510 F ont été collectés pour financer la candidature des trotskystes.

Le 13 février, à la dernière réunion du groupe politique avec la présence du candidat suppléant de l'OCI, un pas a encore été franchi: les travailleurs présents se sont engagés, par le vote d'une résolution, à mener le combat avec notre camarade, à sortir un supplément I.O. régulièrement et à renforcer le groupe politique qui est encore faible, à élargir son intervention vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs et non plus seulement de la seule couche sensibilisée à ces problèmes politiques, en étant convaincus que ce travail ne peut effectivement être réalisé qu'autour de l'élaboration et de la diffusion militante du supplément I.O. centralisant l'ensemble de son activité.

discussion

Un camarade tire le bilan du premier tour des élections législatives. Il explique son point de vue:

Les partis ouvriers ont eu toutes les voix des travailleurs. La classe ouvrière a bloqué derrière ses partis. La petite bourgeoisie a quitté l'UDR et s'est déplacée d'une façon limitée à gauche sans aller jusqu'à voter pour les partis ouvriers. La petite bourgeoisie, dans sa grande masse, n'a pas voté avec la classe ouvrière. Les grands partis ouvriers ont refusé d'ouvrir la perspective du gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes.

La bataille des militants de l'OCI pour un gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes a eu un énorme écho chez les travailleurs; des milliers d'entre eux ont signé les appels. Le sens de la campagne de l'OCI était de construire le parti révolutionnaire. Notre bataille politique a permis, sur le Val-de-Marne, de rassembler 200 militants au meeting du 2 mars, autour du combat de l'OCI pour la construction du parti révolutionnaire qui manque à la classe ouvrière.

Un autre travailleur: il faudra dix ans pour s'en sortir: la classe ouvrière n'a pas conscience que ses partis ne veulent pas prendre le pouvoir.

Nous ne pouvons pas faire grand-chose vu que les forces que nous représentons sont faibles. Pourtant nous nous sommes battus avec des appels au PCF et au PS pour qu'ils rompent la coalition avec la bourgeoisie.

Pour gagner il faudrait que des milliers de travailleurs comme nous se réunissent en groupes politiques. Cela n'existe pas aujourd'hui.

Un autre travailleur: il ne faut pas faire de politique. Les partis ouvriers ne veulent pas se battre pour renverser le gouvernement. Alors il ne faut pas faire de politique, mais faire seulement du syndicalisme, lutter pour défendre nos intérêts.

Un autre travailleur: le PCF et le PS, avec les syndicats, ont freiné la mobilisation des masses contre le gouvernement. J'en veux pour preuve la pression énorme que les partis ouvriers ont exercée pour que les syndicats prennent position sur le Programme commun et l'Union de la gauche. Il faudra lutter de toutes nos forces pour préserver les organisations syndicales, pour qu'elles gardent leur indépendance.

Les travailleurs vont en avoir besoin demain. Ce sont les travailleurs comme nous qui peuvent engager ce combat.

Un autre travailleur: l'OCI, dans un tract, dit: «Le PCF et le PS peuvent, s'ils le veulent, constituer un tel gouvernement sans ministres capitalistes.»

Je pense, quant à moi, que justement le PCF et le PS ne veulent pas d'un tel gouvernement. Le PCF et le PS sont passés du côté de la bourgeoisie. Donc l'OCI maintient les illusions des travailleurs envers le PCF et le PS.

Pourtant les analyses théoriques de l'OCI expliquent que le PCF et le PS sont passés du côté de l'ordre bourgeois. C'est pourquoi j'ai signé l'adresse au PCF et au PS, mais je ne l'ai pas prise en charge. On ne peut pas, pourtant, faire autrement. Il n'y a pas d'autre formule gouvernementale possible. Il n'y a pas de parti révolutionnaire. Mais le mot d'ordre de gouvernement de l'OCI n'est pas possible actuellement.

Tous les travailleurs réunis ont décidé de poursuivre cette discussion à la prochaine réunion. Après le résultat du deuxième tour, on verra ce que vont faire les partis ouvriers. Nous adresserons une lettre aux camarades qui ont signé l'adresse pour qu'ils viennent discuter avec nous.

Quand la direction (U & A) du SNES recrute pour l'enseignement privé

Nous publions un tract diffusé parmi les enseignants de toutes catégories dans les syndicats de la FEN par l'Ecole Emancipée pour le Front Unique Ouvrier.

Des commentaires ne feraient qu'obscurcir un problème posé avec une netteté telle que toutes les tendances de la FEN devraient, sous une forme ou une autre, y répondre.

Une maîtresse auxiliaire, syndiquée au SNES, âgée de plus de 40 ans, demanda à la direction du syndicat, il y a quelques semaines, après une inspection favorable, comment elle pourrait être intégrée dans un cadre de titulaires. Demande qui se heurte aux règles statutaires qui précisent que l'entrée dans un cadre de titulaires doit s'effectuer avant l'âge de 40 ans. On eût compris que la direction du SNES signale à notre camarade la difficulté à laquelle sa demande se heurte et souligne en même temps, sans promesse de succès, sa volonté d'obtenir satisfaction pour une auxiliaire dont l'Education Nationale a jugé bon d'utiliser les services mais qu'elle se refuse à titulariser.

Ce n'est pas ce que la direction du

ner d'informations précises à ce sujet. Je ne puis que vous conseiller de vous adresser à l'inspection académique de votre résidence ou au Rectorat de Paris (Service de l'enseignement privé) pour demander des renseignements sur les démarches que vous devriez faire. A défaut, vous pourriez vous adresser à l'Agence Nationale pour l'Emploi de Paris ou encore aux services de l'ONISEP, 16, rue Suger, 75270 Paris Cedex 06.

«En regrettant de ne pouvoir vous donner de renseignements plus précis, je vous adresse, chère collègue, l'expression de mes sentiments syndicalistes cordiaux.»

A. GUILLEMONT.

Est-ce là l'orientation de la direction Unité et Action du SNES? L'orientation



Leur solution au chômage dans l'Education Nationale.

SNES a jugé bon de faire. Voici ce que, par la bouche de Guillemont, elle a répondu à notre camarade:

«Chère collègue,

«En réponse à votre lettre reçue le 17-2, je dois malheureusement vous confirmer que les règlements très stricts du statut de la Fonction publique ne vous permettent absolument pas d'espérer une intégration dans un cadre de fonctionnaires titulaires passée la limite d'âge de 40 ans.

«Par ailleurs, il est certain que, dans les conditions actuelles, votre situation d'auxiliaire ne peut que devenir de plus en plus précaire. Même si le Rectorat de Paris faisait tout son possible pour vous maintenir en fonction, ce ne pourrait être bientôt qu'au prix de nominations de plus en plus éloignées peut-être de votre domicile et il vous faudrait attendre 65 ans (dans l'état actuel des textes réglementaires applicables au régime général du Code du Travail) pour «bénéficier» de la retraite de ce régime général.

«Je ne saurais donc que vous conseiller de chercher dès maintenant un emploi plus stable, mais je ne peux vous don-

d'Unité et Action dans la FEN?

Les choses en tout cas sont claires: la direction Unité et Action dit aux syndiqués (par lettre): la situation des auxiliaires va empirer, reconvertissez-vous où vous pourrez et, si possible, dans l'enseignement privé.

Est-ce là le rôle d'un syndicat? Qui oserait répondre oui?

En tout cas, chacun peut aujourd'hui comprendre pour quelles raisons la direction d'Unité et Action n'a cessé de dénoncer depuis la manifestation du CNAL le mot d'ordre «pas de patron, pas de prétre à l'école!» (cf. réponse aux critiques au rapport d'activité du S.3 de Paris, du S.4, articles de P. Berger dans la dernière U.S. etc.)...

On le comprend puisque la direction adresse les enseignants victimes de la politique sociale de Pompidou et Fontanet aux écoles des patrons et des préêtres... Le syndicat n'a-t-il pas comme fonction de défendre les intérêts moraux et matériels de ses membres? Sa fonction n'est pas en tout cas de s'occuper de pousser ses membres vers le déclassement des écoles patronales et confessionnelles.

Ecole Emancipée pour le Front unique ouvrier.

Navigation aérienne

Après la catastrophe de Nantes le gouvernement responsable

Quelles que puissent être par ailleurs les manœuvres et les arrière-pensées des dirigeants CFTC, c'est le comportement du gouvernement qui, dans cette affaire, est lourd de signification. Alors qu'à la veille du second tour des élections législatives, le ministre Galley refuse obstinément de reconnaître le droit de grève à une catégorie de fonctionnaires, traite de

«hors-la-loi» les fonctionnaires grévistes et mobilise, avec les conséquences que l'on sait, tous ses moyens militaires pour briser le mouvement.

L'attitude de Galley annonce on ne peut plus clairement avec quelles méthodes Pompidou et sa «majorité ouverte» tenteront demain de se retourner contre les travailleurs. Qu'ils y parviennent est tout autre chose...

LA POSITION DE L'UD-FO DE LOIRE-ATLANTIQUE

Le Bureau de l'union départementale Force Ouvrière de Loire-Atlantique, réuni le 6-3-73, s'incline devant les victimes de l'effroyable catastrophe aérienne qui a coûté la vie à 68 personnes.

Il souligne la lourde responsabilité du gouvernement et plus précisément des ministères des Transports et de la Défense Nationale qui, dans leur volonté de briser la grève des contrôleurs de la navigation aérienne, n'ont pas hésité à recourir au mépris des règles de sécurité, au «Plan Clément Marot» du Hémérologie General CEDOC.

L'UDFO exprime à toutes les catégories de personnel de l'aviation civile actuellement en grève sa pleine et entière solidarité.

Nantes, le 6 mars 1973.

En dépit des dirigeants collaborationnistes et des généraux-ministres

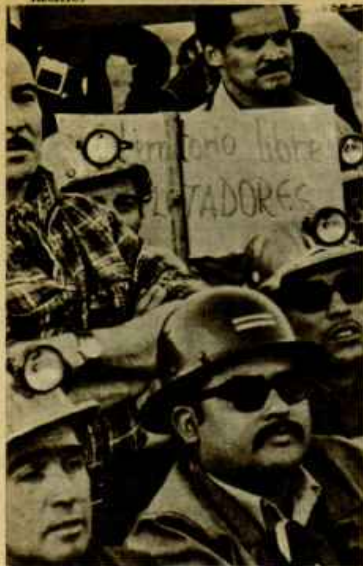
Le prolétariat tient bon

AUCUNE appréciation sérieuse du mouvement de la lutte des classes à l'échelle mondiale ne peut se faire sans inclure une analyse du mouvement de la lutte des classes dans les pays qui constituent l'Amérique latine. C'est pour cela que nous entreprenons une série d'articles où nous examinerons successivement les faits saillants de la lutte des classes dans une série de pays du continent américain en les liant au combat mené pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Les événements récents confirment de façon non équivoque l'appréciation portée dans ce journal depuis 1970, à savoir l'existence d'une tendance toujours plus marquée pour le prolétariat à affirmer son initiative et son hégémonie dans la lutte des classes contre les bourgeoisies d'Amérique latine et l'impérialisme. De façon concomitante on a assisté à un recul toujours plus net du guerrillisme, et cela en dépit des tentatives de divers groupes politiques de la petite-bourgeoisie de la transposer sur le terrain urbain. Nonobstant les attaques contre le POR bolivien et les organisations ou groupes qui ont adhéré aux côtés de l'OCI au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, les leçons du processus révolutionnaire de 1970-1971 en Bolivie, la constitution de l'Assemblée populaire comme organisme soviétique et la portée des mots d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et des Etats-Unis Socialistes d'Amérique latine, font leur chemin et s'affirment de plus en plus comme les seuls axes sérieux du combat pour la révolution socialiste en Amérique latine.

Aujourd'hui, c'est par une analyse de la portée des élections chiliennes qu'il convient sans aucun doute de commencer l'analyse pays par pays.

Dans tous les pays d'Amérique latine, à la veille des élections chiliennes, il ne faisait aucun doute que leur résultat aurait une portée internationale et ferait office de baromètre de l'état des rapports de force entre les classes non seulement au Chili, mais dans toute l'Amérique latine. La coalition bourgeoise autour de Frei était considérée comme le porte-drapeau de la réaction et de la contre-révolution bien au-delà des frontières du Chili et a bénéficié de l'appui inconscient de toutes les forces réactionnaires en Amérique latine.



Mineurs d'El Teniente.

L'objectif déclaré de Frei était clair : atteindre 70 % des votes, emporter les deux tiers des sièges à la Chambre des Députés et au Sénat et ainsi réunir les conditions pour abattre « légalement » le gouvernement de l'Unité Populaire et engager à partir de là une attaque forcée contre le prolétariat et les masses chiliennes. Frei avait donné aux élections valeur de « plebiscite contre le gouvernement Allende », c'est-à-dire d'événement central dans la lutte des classes. Il se croyait assuré du succès. Il a été battu.

En termes purement électoraux, la coalition d'Unité Populaire a obtenu 43,4 % des voix, là où en 1970, lors des élections présidentielles, elle n'avait obtenu que 36,9 %. Aucun parti ou aucune coalition au pouvoir n'avait jamais réussi cela auparavant dans l'histoire du Chili, à savoir gagner et non perdre des voix au cours d'une élection législative se situant à mi-chemin d'élections présidentielles.

Mais ceci ne constitue que l'aspect purement formel des choses. Ce que les élections reflètent, c'est que deux

ans et demi d'une politique attachée tout entière à barrer la voie au prolétariat chilien dans son mouvement pour détruire l'Etat bourgeois et en finir avec la propriété privée des moyens de production sous toutes ses formes, n'ont pas encore entamé de façon sérieuse la force du prolétariat et des masses chiliennes.

Bien au contraire, le prolétariat et les masses chiliennes ont, nonobstant la volonté d'Allende lui-même de « dédramatiser » l'enjeu des élections et leur ôter leur caractère d'épreuve de force entre les classes au Chili, pleinement répondu au défi de Frei. 43,4 % des voix dans le cadre d'un scrutin constitutionnel bourgeois dans un pays capitaliste arriéré comme le Chili où la classe ouvrière est numériquement très minoritaire, est un résultat extraordinaire, fruit d'une intense mobilisation du prolétariat qui a jeté toutes ses forces dans la bataille, fût-ce sur un terrain aussi limité que celui des élections législatives.

Dans un article du dernier numéro de la *Vérité* (n° 559, janvier 1973), nous avons mis en lumière les conditions de l'arrivée au gouvernement d'Allende et établi le lien de continuité profond qui existe dans la politique d'Allende et du PC chilien depuis les tractations de 1969 pour subordonner le prolétariat à une coalition de front populaire jusqu'à l'entrée dans le gouvernement, en novembre 1972, du général Prat, commandant en chef de l'armée, comme ministre de l'Intérieur. Nous avons analysé avec un soin particulier les manœuvres effectuées pour refouler le prolétariat tout de suite au lendemain de la victoire électorale d'Allende le 4 septembre 1970 et pour organiser dans les meilleures conditions possibles pour la bourgeoisie son accession à la présidence. Allende a pris le fauteuil présidentiel avec l'autorisation de l'armée après avoir signé un « statut des garanties constitutionnelles » renforçant encore si possible l'ensemble des dispositifs de l'appareil d'Etat bourgeois chilien comme rempart du système capitaliste chilien.

Depuis cette époque Allende a cherché à endiguer le mouvement des masses, mais dans des conditions où la pression à laquelle il a eu à faire face a été très forte, l'obligeant à mener, ensemble avec le PC chilien, une politique où, pour sauver l'essentiel — c'est-à-dire l'appareil d'Etat bourgeois, ses institutions, son armée, sa police — il a fallu faire d'importantes concessions aux masses et porter atteinte à certains intérêts impérialistes.

Dans l'article de la *Vérité*, nous avons rappelé la longue tradition d'organisation et d'indépendance politique du prolétariat chilien et souligné l'ampleur extraordinaire qu'avait déjà revêtue sa mobilisation dans le cadre de la campagne présidentielle de 1970. En conclusion, il était écrit :

« C'est avec une extraordinaire prudence, et en mesurant pleinement la profondeur de la mobilisation d'un prolétariat dont elle connaît mieux

que quiconque la force, que la bourgeoisie chilienne procède depuis 1970. Fin 1972 encore, si le général Prat entre au gouvernement, il reste que c'est encore dans le gouvernement de l'Unité Populaire qu'il doit entrer et NON dans un gouvernement issu d'un coup d'Etat militaire ou même d'une victoire électorale précaire de la droite, qu'il s'agirait de consolider (...). C'est dire à quel point rien n'est encore joué au Chili (...). »

Les élections législatives de 1973 ont, plus encore que celles de 1970, été marquées par une très grande violence. La classe ouvrière a répondu coup pour coup aux agressions des

partis et commandos bourgeois et les organisations ouvrières ont su protéger physiquement leurs activités politiques contre les attaques de la droite. Aujourd'hui, les commentateurs bourgeois sont obligés de reconnaître ouvertement qu'ils ne touchent jamais que la surface des choses.

Le Monde écrit : « La poussée de gauche, constante au Chili depuis un demi-siècle, est confirmée alors que bien des augures estimaient que les difficultés économiques, la pénurie relative et le marché noir florissant allaient favoriser un raz de marée de droite. C'est sans doute que la rogne et la grogne de la bourgeoisie et d'une large fraction des classes moyennes étaient plus visibles que la fidélité des masses populaires qui avaient réagi avec une discipline remarquable lors de la « grève des patrons » d'octobre dernier. »

Par sa mobilisation unie contre la bourgeoisie, le prolétariat chilien a sauvegardé les conditions de la lutte pour la révolution prolétarienne au Chili. Il a fourni également un point d'ancrage à la poussée du prolétariat dans de nombreux autres pays d'Amérique latine. C'est ce que nous verrons en analysant la semaine prochaine la situation en Argentine.

GRECE

80000 étudiants contre le régime

La presse internationale pousse un soupir de soulagement devant ce qu'elle appelle « la trêve » entre les classes, trêve qui aurait succédé aux semaines d'importantes manifestations étudiantes, soutenues par la population laborieuse, contre le régime fasciste des colonels.

Le Figaro conclut ainsi son dernier article du 8 mars sur la Grèce :

« La journée d'aujourd'hui s'est passée sans incident. Actuellement se déroulent les fêtes du Carnaval, qui constituent une trêve pendant laquelle les Grecs pensent surtout à s'amuser. »

Le Monde, également, répand l'image d'un peuple grec apolitique, somme toute résigné à son sort. Mais précisément la mobilisation de 80000 étudiants, l'écho qu'elle connaît dans les larges masses font s'effondrer cette image d'Épinal. Ainsi Le Monde du 8 mars écrit-il :

« Quand la population, plus soucieuse de football que de politique, crie "Monte à la police !", quand les modérés se radicalisent, quand les manifestations de rue, pratiquement inconnues depuis le coup d'Etat, deviennent normales, quand l'indignation que l'usage de la torture avait fait se lever dans les cœurs est enfin criée sur les places, comment ne pas croire que le régime d'Athènes vient de recevoir un rude coup ? »

Contrairement à ce que veulent laisser croire les journalistes bourgeois selon lesquels les étudiants grecs refuseraient de faire appel à la classe ouvrière, les travailleurs d'Athènes sont entrés en

mouvement. Le régime des colonels sait qu'il repose aujourd'hui sur un baril de poudre. C'est ce que révèle Le Monde en écrivant : « Si, par un malheur que les autorités redoutent, un manifestant vient à être tué, peut-on savoir qui descendra dans la rue ? »

Les 80000 étudiants en lutte pour leurs libertés, contre la « loi scélérate » qui supprime, là aussi, leurs sursis, s'appuient sur la poussée du prolétariat grec qui a reconstitué ses forces contre le régime fasciste. C'est la raison pour laquelle les colonels se déchainent contre les étudiants, contre les militants ouvriers, contre les avocats. Arrestations en masse, gardes à vue prolongées, condamnations se succèdent à Athènes.

Un membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, de retour d'Athènes, vient de déclarer que « les tortures sont pratiquées de manière courante dans les locaux de la police militaire » et que les « tortionnaires travaillent sous contrôle médical et de manière de plus en plus raffinée ».

En Grèce, c'est le début d'une formidable remontée ouvrière qu'annonce la mobilisation unie des étudiants. Le régime des colonels sait qu'il joue son avenir immédiat dans les affrontements qui ne font que commencer. Plutôt que de céder, c'est par les méthodes barbares de la guerre civile qu'il entend régler la crise. C'est pourquoi le prolétariat et les étudiants grecs ne doivent pas rester isolés.

PROCES LANGLOIS

Marcellin récusera-t-il les témoins ?

M. Marcellin poursuit avec obstination le courageux auteur des *Dossiers noirs* de la police française, M^r Denis Langlois, conseiller juridique de la Ligue des Droits de l'Homme. Cinq plaintes en diffamation ont été intentées par le ministre de l'Intérieur contre ce défenseur conséquent des libertés démocratiques qu'est M^r Denis Langlois qui n'a pas craint, dans son livre, de publier de nombreux témoignages sur la torture couramment employée par la police, de dénoncer des dénis de justice tel celui de l'affaire Speller, etc.

C'est précisément pour le témoignage écrit de Jean Lacombe sur la torture que Denis Langlois et son éditeur étaient condamnés en février 1972 à 2000 F d'amende, chacun. Mais le 12 juillet, la Cour d'appel annulait ce jugement et le procès reprenait le 7 mars 1973.

Les trois témoins cités par l'auteur, en rapportant simplement les faits, ont fait état de ce que le gouvernement nie : l'utilisation systématique de la torture lors des interrogatoires policiers.

La Cour d'appel a demandé à l'auteur et aux témoins cités les « preuves techniques » des faits rapportés. Or, M^r Langlois démontre, sur le vu des témoignages, que les services de

police font tout ce qu'il faut pour que les prévenus ne puissent faire constater par un médecin les sévices qu'ils subissent. Et l'avocat général de s'insurger contre la publication des faits rapportés dans les *Dossiers noirs* de la police française puisque manquent les « preuves techniques ». Pour l'avocat du gouvernement, l'auteur et les témoins sont les coupables !

L'avocat de M^r Denis Langlois a eu raison de s'indigner : « qu'apparaissent comme scandaleux ceux qui dénoncent ces faits et non ceux qui torturent ». Le jugement doit être rendu le 28 mars.

La « justice » va-t-elle confirmer le scandaleux jugement de février 1972 ?

Va-t-elle oser poursuivre les trois témoins de M^r D. Langlois eux-mêmes pour « diffamation » ? Remarquons d'ailleurs que l'un des trois témoins a porté plainte contre quatre policiers, lesquels ont été inculpés.

La 17^e Chambre, en février 1972, avait refusé d'entendre les trois témoins qui ont déposé en termes accablants. L'audience de la Cour d'appel du 7 mars 1973 inflige un camouflet cinglant au jugement du tribunal correctionnel. C'est pourquoi le 7 mars 1973, le verdict sera-t-il innocent les coupables et condamner ceux qui ont subi les sévices policiers ?

les syndicats contre la politique des revenus

« L'heure est au patriotisme, au respect de la loi et de l'autorité des tribunaux », a déclaré Lord Hailsham, lord chancelier de Grande-Bretagne, au cours d'une conférence prononcée devant les « Jeunes Conservateurs ». Il a également dénoncé l'égoïsme et l'irresponsabilité des groupes de travailleurs qui utilisaient la « pression économique » pour faire prévaloir leurs revendications...

Mais la volonté de la classe dominante ne s'exprime pas que dans ce genre de déclarations officielles. Dans le journal de la haute finance, *L'Economist*, l'éditorial de cette semaine est consacré à l'attentat perpétré à Londres mais la conclusion débouche sur tout autre chose qu'une condamnation rituelle du terrorisme :

« Peut-être, maintenant que ce genre de chose est arrivé à Londres, comprend-on mieux combien les sociétés urbaines développées comme la nôtre sont vulnérables au chantage et à la force. Et cette force n'est pas nécessairement le dépôt d'une bombe dans une voiture à l'arrêt, ce peut être aussi bien l'action d'un petit groupe de travailleurs contrôlant un service essentiel. Cela aussi c'est de la violence et ceux qui s'engagent dans cette voie devraient garder à l'esprit ce fait significatif : lorsque la première bombe fut découverte mardi matin, nombreux étaient ceux qui se demandèrent si les auteurs de l'attentat n'étaient pas un groupe d'anarchistes déterminés à aider les militants syndicalistes dans leur lutte contre le gouvernement ».



Les sous-entendus policiers ne font que souligner ce qui est essentiel dans l'argumentation de *L'Economist* : la grève — reconnue comme légale par la Constitution — est assimilée à un acte « violent », criminel. La prose provocatrice d'un journal considéré comme le porte-parole responsable de certaines couches décisives de la bourgeoisie britannique donne tout leur sens aux propos, plus pompeux mais non moins nets, de Lord Hailsham qui compara l'état présent de l'Angleterre à celui de la République de Weimar et des dernières années de la IV^e République.

C'est bien, en définitive, les libertés démocratiques dans leur ensemble qui sont en jeu car ces libertés, utilisées par la classe ouvrière pour défendre ses droits et ses conquêtes, deviennent de plus en plus incompatibles avec les besoins du capitalisme.

Dans cette mesure, la Grande-Bretagne s'engage dans une longue période de crise politique au cours de laquelle ce sont les bases les plus traditionnelles et les plus « sacrées » du système politique britannique qui sont remises en cause. Nous en avons analysé la toile de fond dans un précédent numéro d'*Informations Ouvrières* (lire le n° 595).

Le gouvernement conservateur entend imposer une politique autoritaire des revenus pour laquelle, en dépit d'une alternance de promesses et de menaces, il n'a pu obtenir la coopération des dirigeants des Trade-Unions.

Il est vrai que la politique des revenus établie par Heath tend à remettre en cause le cadre de toute action syndicale et compléte les dispositions anti-grève de la « loi sur les relations industrielles » : les accords sur les salaires ne doivent pas dépasser une norme fixée par le gouvernement et ne peuvent être modifiés pendant une période de douze mois et ce sera donc une action illégale que de chercher à obtenir plus pendant cette période. Ce n'est pas seulement le droit de grève, c'est le droit de négocier qui est remis en cause. Le but poursuivi a été ouvertement proclamé par la Commission des Dépenses du Parlement qui a proclamé qu'il était indispensable de « maintenir la croissance

des revenus et de la consommation individuelle à un taux inférieur à celui de la production ». En d'autres termes qu'il était indispensable que la productivité augmente plus vite que les salaires, que la surexploitation s'aggrave et qu'en fait les salaires réels, non seulement soient bloqués, mais baissent.

La classe ouvrière anglaise n'a pas attendu pour répliquer à ce plan. Les puissants mouvements des ouvriers du gaz (dont la direction syndicale est pourtant réputée pour sa « modération ») et qui n'avaient pas fait grève depuis vingt-cinq ans, des hospitaliers, des travailleurs du rail montrent bien que sans heurt décisif le gouvernement conservateur ne pourra faire appliquer ses plans.

Mais de ces mouvements surgit une exigence commune : c'est une action d'ensemble, une action contre le gouvernement qui est nécessaire. Le premier pas effectif dans cette voie eût été de ne pas laisser les travailleurs du gaz isolés. La direction des Trade-Unions s'y est refusée, convoquant une conférence extraordinaire pour le 5 mars, trois semaines après le déclenchement de mouvements parmi les gaziers.

Mais à cette conférence extraordinaire, la volonté de combat de la classe ouvrière s'est exprimée, certes de façon limitée et déformée, mais avec une force telle que la direction nationale des Trade-Unions n'a pu se contenter — comme elle en avait l'intention — d'une condamnation formelle de la politique des revenus de Heath.

La position du syndicat des mineurs, du Transport and General Workers Union, de syndicats de la métallurgie l'obligea à céder sur la forme pour n'avoir pas à se battre sur le fond. L'ordre du jour fut modifié afin d'inclure un point sur l'action contre la politique gouvernementale et la décision fut prise d'organiser une grève générale de vingt-quatre heures contre les mesures gouvernementales.

Certes, ce n'est pas cette décision qui, en elle-même, suffira pour infliger une défaite aux conservateurs. Mais il faut en mesurer toute l'importance politique : c'est la première fois que la direction fédérale des syndicats britanniques prend, en tant que telle, la décision d'organiser une grève d'ensemble contre le gouvernement.

Quels que soient ses motifs propres, quand le secrétaire général du syndicat des mineurs, Jack Gormley, déclare : « Actuellement chaque grève n'est pas qu'un combat contre le patronat, elle est aussi un combat contre le gouvernement. Nous pensons que s'il doit y avoir des grèves politiques l'action doit être unifiée », ses paroles résonnent comme un appel au combat, renforcent la détermination des travailleurs de préparer les conditions d'un combat d'ensemble aboutissant à la chute du gouvernement Heath.

C'est la politique officielle et traditionnelle des dirigeants réformistes des Trade-Unions qui est en fait condamnée, cette politique que le secrétaire général du TUC, George Woodcock, définissait en 1968 dans les termes suivants :

« Il n'y a aucun avenir dans des luttes contre les gouvernements dans le genre de monde où nous vivons aujourd'hui ».

Ces conditions sont politiques : on ne peut s'engager dans la lutte pour chasser Heath sans la perspective d'un autre gouvernement, d'un gouvernement du parti que la classe ouvrière britannique considère comme son représentant, le Labour Party.

Dans cette mesure, l'évolution au sein du mouvement syndical, le développement des luttes ne sont pas séparables de la crise qui mûrit au sein du Labour Party lui-même et à laquelle un prochain article sera consacré.

Défendons nos camarades !

Des millions de travailleurs tchécoslovaques poursuivent la lutte. Malgré les 500 000 exclus du PCT, malgré les procès et arrestations incessantes de militants, malgré les menaces qui pèsent sur les dirigeants du « printemps de Prague », en danger de mort comme Jaroslav Sabata...

Quelques jours après le passage de Brejnev à Prague, c'est Ceaucescu, dirigeant du PC roumain, qui se rend auprès de Husak. Avec hypocrisie, le chef de la bureaucratie roumaine affirme qu'il s'agit là d'une « visite non officielle d'amitié ». Dans le même temps, Tito, qui avait également affirmé son soutien à Dubcek en août 1968 et condamné l'intervention militaire, vient de déclarer que « l'URSS ne saurait être considérée comme une puissance agressive et que l'affaire tchécoslovaque était du passé ».

Devant la montée des travailleurs dans tous les pays de l'Est de l'Europe contre les privilèges des bureaucrates, ceux-ci font tant aujourd'hui leurs divergences.

Le ralliement spectaculaire des dirigeants roumain et yougoslave au régime de Husak encourage ce dernier à passer désormais à une nouvelle phase de la répression contre la classe ouvrière et les militants tchécoslovaques. En même temps le KGB met tout en œuvre pour décapiter et démanteler la nouvelle opposition communiste en URSS, pour empêcher à tout prix que ne puisse s'exprimer toute voix indépendante de la bureaucratie. Par la terreur il faut tenter de détruire tout foyer potentiel d'opposition, rendre impossible l'édition clandestine de la Chronique des événements récents, des textes du Samizdat qui continuent néanmoins à paraître malgré les pires difficultés.

Or il ne passe pas de jour sans que ne s'affirme la voix des travailleurs contre les privilèges de la bureaucratie. Ainsi Combat du 7 mars 1973 cite-t-il un tract clandestin diffusé en URSS qui « dénonce en termes violents le gouvernement pour sa « gestion catastrophique » et « l'exploitation cynique du peuple ». Trois noms des auteurs de ce tract sont parvenus jusqu'à nous : le professeur Balankine, chargé de cours à l'Institut énergétique de Moscou, le « privé-docent » Balikirev

et l'intellectuel diplômé Youchnovetz, contraint à travailler comme docker, doivent être jugés prochainement...

Il s'agit, pour Brejnev-Husak, d'étouffer à tout prix la voix de la critique. Tel est le sens des procès de Prague, de Brno et de Bratislava de l'été dernier qui ont condamné les dirigeants en vue de l'opposition socialiste tchécoslovaque. Le procès de Piotr Yakir s'ouvrira lorsque le KGB pensera avoir atteint son but : empêcher l'édition des textes du Samizdat. Il s'agit que le silence retombe sur Jaroslav Sabata, combattant toujours de la politique de la bureaucratie et que les dirigeants tchécoslovaques entendent réduire à un silence définitif dans le secret de sa prison.

C'est ce silence que les militants ouvriers de ce pays, à quelque tendance qu'ils appartiennent, ne peuvent accepter. Il y a un an Ludek Pachman était menacé de mort du fait de ses conditions de détention. La mobilisation, dans l'unité, des militants de toutes tendances, de leurs organisations, a permis d'arracher la libération de Pachman. Aujourd'hui, c'est contre Jaroslav Sabata, dirigeant du Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques, regroupement de masse de l'opposition tchécoslovaque, que s'acharne la bureaucratie. Nous publions ci-dessous quelques extraits de déclarations de J. Sabata qui démontrent la claire conscience de ce militant, combattant depuis toujours le pouvoir de la bureaucratie.

Comme hier pour sauver Pachman, il est nécessaire que se mobilisent aujourd'hui les forces militantes pour arracher J. Sabata des mains de ses bourreaux qui veulent faire taire définitivement sa voix. Plus que jamais il est important que soit constituée la commission ouvrière internationale d'enquête qui empêchera que s'accomplissent les mauvais coups contre nos camarades de Prague et de Moscou. Pas un seul instant il n'est possible de cesser le combat pour sauver la vie et arracher la liberté de Jaroslav Sabata. Gagner cette bataille, c'est en même temps protéger et sauver tous les militants et travailleurs tchécoslovaques livrés aux coups, c'est empêcher que la pire n'arrive à Moscou et à Prague. Non, les nouveaux procès de Moscou ne doivent pas recommencer !

Qui est Jaroslav Sabata ?

Nous publierons régulièrement des documents concernant le combat mené par Jaroslav Sabata qui apparaît, notamment à la lecture du livre publié par Jiri Pelikan, ici, Prague, *L'Opposition intérieure* (Ed. du Seuil), comme l'un des principaux dirigeants de l'opposition communiste tchécoslovaque à la bureaucratie. C'est ainsi qu'en février 1969, J. Sabata déclarait à un journal de la jeunesse, MY 69 :

« Je suis communiste, ou, si vous préférez, marxiste depuis mon adolescence, et, en tant que tel, je suis naturellement exaspéré par un certain bureaucratisme dogmatique — qui est incompatible avec le marxisme. A force de voir le genre de politique qu'on faisait chez nous après février 1948, j'ai été amené — et je n'ai pas été le seul — à démontrer qu'il existait plus d'une voie en ce domaine. Nous n'avons pas voulu renier le communisme, nous sommes trop têtus pour cela, et il ne nous restait donc qu'à prouver d'une manière ou d'une autre qu'il y avait des solutions de rechange, et à lutter pour les faire triompher. Le communisme est l'idéologie la plus riche en contenu démocratique. Nous avons adhéré au parti après la guerre, poussés par des convictions radicalement démocratiques, et nous ne voulons ni ne devons à aucun moment trahir ce programme radicalement démocratique (...).

« La lutte pour une nouvelle conception du socialisme, c'est une lutte pour des libertés démocratiques, encore que cette formule soit quelque peu simpliste. Dans cette perspective, août 1968 représente un tournant très net, quelque chose d'à jamais inacceptable. Nous pouvons certes passer des compromis avec les puissances qui dépassent la nôtre à tel point que, sans elles, il nous serait impossible d'avancer. Mais il s'agit là d'une question sur laquelle nous ne pourrions jamais céder (...). Les déclarations qui cherchent à nous faire croire que, par

cette politique « nouvelle » (celle définie par les dirigeants du PCT après août 68, c'est-à-dire l'acceptation de la « normalisation » par Dubcek, NDLR), nous poursuivons la politique d'après janvier — et elles ne sont pas rares : tenez, je me souviens par exemple qu'un très haut fonctionnaire du parti disait qu'août 1968 était l'aboutissement normal de la politique d'après janvier — toutes ces déclarations ne font que condenser en quelques mots la fiction d'une prétendue continuité (...).

« Avec un psychologue de mes collègues, nous avons écrit en février ou mars 1968 un article pour *Index*, intitulé « La dernière chance ? ». Dès janvier, je me suis rendu compte qu'en un certain sens, principalement en raison de certains facteurs internationaux, nous risquions fort de perdre cette chance dans l'immédiat. Instinctivement, je me défendais donc de considérer cette chance comme la dernière. Car la thèse de la dernière chance revient à dire en effet : avec l'arrivée des Soviétiques, c'est la fin, la fin du socialisme, la fin de tout — et c'est une thèse que je refuse de tout mon être. Le socialisme porte en lui d'immenses possibilités de renouveau et c'est pour cela qu'on ne peut jamais parler de sa fin. Je me rappelle d'ailleurs certaines réactions aux événements de Hongrie en 1956, notamment une discussion où il fut dit que ce serait alors la fin du socialisme pour les trente années à venir. Or un tiers seulement de cette période vient de s'écouler et la fin du socialisme n'a pas eu lieu. Quoi qu'il puisse penser maintenant de l'horrible intervention d'août 1968 — et pour être horrible elle l'a vraiment été — je crois que nous attendrons encore avant de déclarer que c'en est fini du socialisme. Au contraire, le socialisme est pas nous qui avons vécu, en août 1968, du point de vue stratégique, ce fut plutôt une défaite des forces d'intervention. »

Dollar : marchés des changes fermés... la crise est ouverte

On apprenait vendredi soir que les financiers des quatorze grands pays impérialistes réunis en conférence extraordinaire à Paris avaient décidé... de ne rien décider.

Manière élégante de dire que les USA s'étaient refusés à la moindre concession. Nixon tient toujours le langage suivant : si vous, Européens et Japonais, n'acceptez pas à l'amiable d'ouvrir largement vos marchés aux marchandises « made in USA », nous vous imposerons cette ouverture en laissant le dollar se déprécier jusqu'à ce que la concurrence de nos produits devienne irrésistible.

Aussi dimanche, réunis à Bruxelles, les dirigeants européens se résignent à

Pour y voir clair...

Le jargon des banquiers et des financiers n'est pas seulement destiné à cacher aux masses la vérité sur les premiers symptômes d'une nouvelle crise de l'économie mondiale que sont les dérèglements du système monétaire. Il y rentre une bonne part d'auto-mystification : car l'instabilité des monnaies n'est pas un problème « monétaire ». Elle ne fait que révéler les rapports de force réels sur les principaux champs de bataille de l'économie mondiale. Et, à ce titre, tant que se poursuivra l'agonie du capitalisme, elle ne peut connaître de solutions que « réactionnaires sur toute la ligne ».



Tentons un essai de traduction.

OR. Ce métal, accumulé dans les caves des banques centrales, n'a plus aucune valeur monétaire depuis que Nixon a décidé, en août 1971, que les USA cessaient désormais d'en vendre en échange des dollars détenus par des étrangers. La hausse de son prix sur le marché de Londres n'a pas plus de signification que la hausse de n'importe quel produit rare (bijoux, meubles anciens) recherché comme « valeur refuge » par les riches capitalistes et les spéculateurs.

TAUX DE CHANGE. Ils ne se mesurent plus désormais qu'entre les différentes monnaies par cotations bilatérales sur les marchés des changes. Ils s'établissent en fonction du pouvoir d'achat respectif des différentes monnaies sur leurs marchés intérieurs et sur les marchés mondiaux. En fait, seul le dollar a un pouvoir d'achat mondial. Les autres monnaies ne peuvent être utilisées que dans le pays où elles ont été émises : leur valeur est gagée sur la masse de biens matériels produits dans le pays d'émission.

INFLATION. Elle exprime le fait que la quantité de monnaie disponible croît plus vite que la masse de biens qu'elle est censée représenter. C'est ce qui se passe lorsque, pour une raison ou pour une autre, les capitalistes augmentent les prix : la production n'a pas augmenté, mais sa contre-valeur en argent a augmenté. La monnaie s'est dépréciée. Son pouvoir d'achat a diminué. A noter que l'inflation, mesurée par la hausse des prix intérieurs, est très limitée aux Etats-Unis, et en tous cas bien inférieure à ce qu'elle est en Europe. C'est ailleurs qu'il faut chercher les causes de la dépréciation de la monnaie américaine sur les marchés étrangers.

TAUX DE CHANGES FIXES. Les taux de changes ne peuvent rester fixes que pour autant que les monnaies, mesurées par leur pouvoir d'achat, demeurent entre elles dans le même rapport. Lorsque ce rapport varie, on ajuste la valeur réciproque des monnaies par des opérations de **DEVALUATION** ou de **REEVALUATION**. Le paradoxe de la situation actuelle est que ce sont les monnaies européennes,

céder à ce que certains d'entre eux ont qualifié de « terrorisme monétaire » de la part des USA.

Laisser « flotter » ensemble les monnaies européennes, c'est en effet renoncer à défendre la parité actuelle du dollar, et accepter par conséquent une nouvelle dépréciation de la monnaie américaine qui avantagera d'autant les exportations US. Nixon ne demandait pas autre chose. Le principe étant acquis, ses fonctionnaires se montreront certainement disposés à contenir cette dépréciation dans des limites « raisonnables », à condition bien sûr que les Européens se montrent compréhensifs et s'engagent maintenant dans la voie des concessions commerciales.

La loi du plus fort est toujours la meilleure.

dont la valeur baisse en pouvoir d'achat du fait de l'inflation européenne, qui tendent à être réévaluées sur les marchés des changes, tandis que le dollar, qui conserve sa valeur aux USA, tend à se déprécier sur les marchés internationaux. C'est donc que d'autres phénomènes interviennent.

CAPITAUX FLOTTANTS. On confond sous ces termes des fonds d'origines différentes. Il y a d'abord, pour une part (limitée) des capitaux représentant le produit de la vente de certaines matières premières aux grands pays capitalistes industrialisés. Ainsi, les émirats du pétrole disposent de fonds considérables dans les banques anglaises et suisses, qu'ils placent par simple jeu d'écritures en telle ou telle monnaie au gré des variations escomptées des taux de changes. Mais les plus grandes masses de capitaux flottants proviennent des grands trusts américains qui placent en Europe une partie de leurs excédents soit sous la forme de rachat d'entreprises européennes, soit sous la forme de placements à court terme à des taux intéressants. L'un des traits les plus frappants de ces dernières années est que les capitalistes et les banquiers qui détiennent ces fonds hésitent de plus en plus à les immobiliser dans la production. Ils préfèrent les conserver sous forme plus ou moins liquide pour pouvoir les déplacer rapidement d'un pays à l'autre. Ils préfèrent le bénéfice spéculatif au profit industriel. Les capitalistes désertent la production.

EURO-DOLLARS. Pourquoi les grands trusts US préfèrent-ils placer leurs capitaux en Europe lorsqu'ils le peuvent, plutôt que de les employer aux USA ? Parce que le taux de profit est plus élevé en Europe : salaires plus bas, intérêt du capital plus élevé, il devient souvent intéressant pour les capitalistes européens de produire en Europe pour vendre sur les marchés tiers, et même aux USA. Ces masses de dollars envoyés en Europe sont appelés euro-dollars.

BALANCE DES PAIEMENTS. Ainsi, c'est la puissance même de l'économie américaine qui détermine l'exportation de capi-

taux par les firmes US. Elles seules sont véritablement capables d'organiser la production à l'échelle mondiale, elles seules disposent de ressources en capitaux suffisantes : les sommes disponibles à tout moment à Wall Street sont 4 à 5 fois plus élevées que la totalité des sommes disponibles sur tous les marchés européens des capitaux réunis. Exportant leurs profits, important de plus en plus de marchandises souvent produites par leurs propres firmes à l'étranger, dépensant partout dans le monde des sommes considérables pour entretenir armées, bases militaires et financer les régimes contre-révolutionnaires, les USA ont une balance des paiements en déficit. Mais, dans le cas des USA, cette notion n'a aucun sens, car cela ne signifie pas qu'ils ne soient pas en mesure de faire face à leur endettement. Comme l'a déclaré Nixon, « un dollar est un dollar ». Leur problème est différent : disposant d'un appareil de production d'une puissance écrasante, ils doivent, sous peine d'étouffer dans leurs propres frontières, se tailler une place beaucoup plus importante sur tous les marchés étrangers au détriment de leurs concurrents européens et japonais. Les énormes commandes d'armement du gouvernement US ne suffisent plus à assurer leurs profits.

FLOTTAISON. Les USA préféreraient faire céder leurs concurrents à l'amiable. Mais leur domination absolue sur les marchés des capitaux leur permet de contrôler eux-mêmes la valeur de leur propre monnaie. Pour pouvoir bénéficier pleinement de cet avantage, ils veulent que soit abandonné le système des taux de changes fixes. Les monnaies s'échangeraient entre elles suivant la seule loi de l'offre et de la demande : elles flotteraient. Si la négociation amiable n'aboutissait pas, les USA pourraient alors déprécier leur propre monnaie et obtenir ainsi par la bande l'avantage recherché. Pour y faire face, il faudrait alors que les pays d'Europe se protègent par de nouvelles barrières douanières : le commerce mondial se réduirait brusquement. Selon toutes probabilités ce serait le début de la crise. Nul ne sait où elle s'arrêterait.

Note de lecture

Oscar Anweiler : les soviets en Russie (1905-1917)

(Gallimard 1972 - En vente à la SELIO)

De 1905 à 1917, les soviets de Russie ont été au centre de la réflexion et de l'élaboration politique des militants engagés dans le combat pour la construction du parti bolchevique. Mais, s'il est vrai que de larges développements leur ont été consacrés, notamment et de façon irremplaçable par Trotsky dans 1905 et Histoire de la révolution russe, il n'existait cependant aucune étude d'ensemble consacrée spécialement à ce sujet avant la publication du livre de Anweiler. C'est ce qui donne toute son importance à ce travail, en dépit du fait qu'il nous vienne d'un universitaire qui n'est ni marxiste, ni militant révolutionnaire.

Anweiler dégage de l'étude de l'expérience des soviets de Russie l'idée centrale de son ouvrage : les soviets ont la forme d'organisation la plus élevée de la classe ouvrière parce que la mieux adaptée aux nécessités de la lutte de classe du prolétariat luttant pour son émancipation. Le ressort qui fait surgir les conseils lors des crises révolutionnaires les plus aiguës « n'est autre que l'aspiration à réaliser une participation la plus large et la plus immédiate possible des individus à la vie publique, par le biais d'assemblées générales, l'idée de l'auto-souveraineté des masses liée à la

volonté de transformer la société par des moyens révolutionnaires ».

C'est ainsi que l'universitaire allemand, guidé par le seul intérêt scientifique, réfute les thèses intéressées des dirigeants « ouvriers » staliniens : non, les soviets ne constituent pas une forme spécifique et temporaire d'organisation du seul prolétariat russe, forme qui ne serait d'ailleurs plus valable aujourd'hui, même en Russie. Non, il n'est pas vrai que les conseils ouvriers représentent la partie morte de la révolution russe. Et Pierre Broué, après avoir évoqué dans sa préface les Conseils Ouvriers de Hongrie (1956) et de Pologne (1956-1970), a raison d'écrire :

« Au terme de son troisième quart, le mouvement des conseils, né à l'aube du 20^e siècle, continue son chemin. Dans le grand bouleversement qu'il a été pour la Chine la « grande révolution culturelle prolétarienne », il n'est pas difficile de saisir, à travers les références pratiques à la méthode de la « Commune de Paris », à travers les initiatives des ouvriers de Shanghai au temps de leur éphémère Commune, notamment, ce visage moderne de la « vieille taupe ». Les correspondants occidentaux ont décrit, en termes saisissants, sur le vif, au cours de la guerre civile jordanienne

de 1970, la naissance à Irbid d'un véritable soviét, organisme de combat découvert spontanément par les combattants palestiniens soutenant toute une population. L'éphémère « assemblée populaire » de Bolivie, les tentatives similaires amorcées aujourd'hui au Chili, démontrent, autant par ce qu'elles sont que par les violentes attaques dont elles sont l'objet, qu'aucun continent n'échappe désormais à cette tendance spontanée des travailleurs à ériger des organes de combat qui soient aussi ceux d'une démocratie directe. »

Le deuxième intérêt de l'étude d'Anweiler touche au problème des rapports entre soviets et parti. Malgré la thèse de l'auteur, selon laquelle les soviets et la démocratie soviétique, tels que notamment Lénine l'expose dans l'Etat et la Révolution, seraient en quelque sorte un greffon anarchiste que Lénine aurait transplanté sur la base de l'expérience de la révolution de 1905 pour l'abandonner bien vite dès 1918 par « esprit de totalitarisme », la lecture critique nous montre que soviets et parti révolutionnaire ne s'opposent pas. Certes, en 1905, les soviets ont surgi spontanément, c'est-à-dire indépendamment des partis ; mais, sans les organisations locales des partis (bolchevik et menche-

vik) que seraient-ils devenus ? 1917 a montré de façon encore plus évidente que les soviets, organes de combat de la classe ouvrière, devenaient un enjeu de la lutte de classes. S'ils se sont renforcés durant l'année 1917, c'est parce que les mencheviks et les SR qui firent tout pour réduire le soviets de Pétrograd à une fonction décorative, ne purent réussir l'opération que devaient mener à bien en Allemagne un an plus tard Ebert et les majoritaires.

Les conseils ouvriers en Russie en 1917 n'ont vécu que par le combat du parti bolchevik de Lénine et de Trotsky. En 1971, toute l'expérience de l'Assemblée populaire bolivienne a été marquée par le combat du POR. Et le destin des conseils ouvriers, en Pologne et en Hongrie en 1956, fut scellé par le fait que les militants qui combattait pour ces soviets contre la bureaucratie stalinienne croyaient qu'il suffisait de redresser les partis staliniens pour restaurer la démocratie soviétique. Ce deuxième trait, Anweiler ne le perçoit pas, mais il se dégage suffisamment des éléments rassemblés dans son livre pour que tout militant puisse le retrouver à l'aide de la méthode marxiste qui reste étrangère à l'auteur.

En définitive, un livre passionnant malgré ses défauts qui a pour première qualité de montrer que les soviets ne sont ni un mythe ni de glorieuses créations à réintégrer au musée du passé de la classe ouvrière. Organes de combat de la classe ouvrière, organes de front unique, ils surgissent et ressurgissent comme le feu sacré de la classe se donne lorsqu'elle se décide à détruire l'Etat bourgeois.